

**Nations unies - Syrie/Humanitaire -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 13 décembre 2018)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption de la résolution 2449. Cette résolution est vitale au sens propre, car l'aide humanitaire transfrontalière est une question de vie ou de mort pour des millions de Syriens. Nous nous félicitons de l'esprit de responsabilité du Conseil qui a fait primer l'impératif humanitaire sur les considérations politiques.

Au nom de la France, je souhaite exprimer nos vifs remerciements aux missions suédoise et koweïtienne, et à mes deux collègues personnellement, pour leur travail tout à fait remarquable.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de remercier Mark Lowcock pour sa présentation, comme toujours précise et éclairante, et de lui redire notre admiration pour son travail et celui de ses équipes afin de répondre à l'urgence humanitaire en Syrie.

Je souhaite également saluer la présence parmi nous du ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Stef Blok.

Comme vient de le rappeler Mark Lowcock, la situation en Syrie reste extrêmement préoccupante. Dans la région d'Idlib en particulier, les violations du cessez-le-feu se multiplient et le risque d'une catastrophe humanitaire ne peut toujours pas être écarté.

C'est la raison pour laquelle nous devons rester pleinement mobilisés autour de trois priorités essentielles : i) l'impératif de protection des civils ; ii) la garantie des accès humanitaires et iii) une solution politique durable en Syrie.

Premier point, l'impératif de protection des civils.

Comme l'a souligné Mark Lowcock, la situation à Idlib reste très fragile. La cessation des hostilités ne doit pas être une solution temporaire mais doit permettre de stabiliser durablement

la situation à Idlib, conformément aux engagements pris lors du Sommet quadripartite d'Istanbul pour un cessez le feu durable dans le Nord-ouest syrien.

C'est la seule manière de protéger les civils, y compris les personnels humanitaires et médicaux. Cela doit être une priorité absolue pour l'ensemble des parties prenantes. Toutes les parties doivent respecter leurs obligations telles qu'elles résultent du droit international humanitaire. Cet impératif n'est pas négociable.

Deuxième priorité, la garantie des accès humanitaires.

Il est impératif que les 13 millions de personnes dans le besoin bénéficient d'aide humanitaire, et inadmissible que le régime continue à bloquer les convois à destination des zones difficiles d'accès. Nous en appelons une fois encore aux acteurs ayant de l'influence sur le régime pour qu'ils garantissent un accès humanitaire sûr, complet et sans entraves sur l'ensemble du territoire syrien, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et au droit international humanitaire. Dans le camp de Rukban en particulier, il est essentiel que les Nations unies puissent rapidement acheminer un nouveau convoi pour venir en aide aux dizaines de milliers de personnes qui sont bloquées dans ce camp et y vivent dans des conditions calamiteuses.

Alors que le Conseil vient d'adopter la résolution reconduisant le mécanisme créé par la résolution 2165, je tiens à rappeler qu'il n'y a pas d'alternative à l'aide transfrontalière pour une livraison efficace et impartiale de l'assistance aux millions de personnes dans le besoin, notamment à Idlib, alors que le régime continue d'utiliser l'aide humanitaire à des fins politiques. Chaque jour, ce mécanisme permet à plusieurs centaines de milliers de personnes de bénéficier d'une aide cruciale.

Enfin - et ce sera mon dernier point -, je veux redire ici qu'il n'y aura pas de solution humanitaire durable sans processus politique crédible.

Il est indispensable que chacun prenne ses responsabilités et permette le lancement par les Nations unies d'une première réunion du comité constitutionnel avant la fin de l'année, conformément aux engagements pris à Istanbul le 27 octobre dernier. Ce comité, à condition que sa composition soit crédible et équilibrée, serait une première étape positive d'un processus politique qui doit être conduit sous la supervision des Nations unies, dans le cadre de la résolution 2254. De telles avancées sur le plan politique doivent permettre en retour de faciliter l'amélioration de la situation humanitaire, dans l'objectif d'amorcer ce faisant le début d'un cercle vertueux.

Il est d'autant plus urgent de le rappeler dans un briefing humanitaire : l'aide humanitaire est un impératif immédiat, soumis à des conditions de stricte neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Elle est à distinguer de la reconstruction qui ne sera envisageable que lorsqu'une transition politique irréversible, crédible et inclusive sera engagée. Ne nous laissons pas tromper par la fable du régime : la réalité des chiffres montre bien que ce n'est pas l'absence de reconstruction qui empêche le retour volontaire et sûr des réfugiés ; c'est bien l'absence de garanties contre les arrestations arbitraires, les expropriations forcées, la

dépossession des titres d'identité, la conscription forcée et, plus largement, l'absence d'avancées crédibles dans le processus politique. Les conditions du retour des réfugiés, ce sont bien la liberté et la sécurité. Nous sommes attachés à permettre ce retour sûr et digne des réfugiés chez eux, dans leurs propriétés. Et cela implique collectivement de créer les conditions pour que ce retour soit possible dans le cadre garanti par le droit international.

Soyez assuré que la France continuera à ne ménager aucun effort pour contribuer à répondre à l'urgence humanitaire en Syrie et y promouvoir une solution politique.

Je vous remercie./.